LE FIGARO

PAYS :France
PAGE(S) :3
SURFACE :22 %
PERIODICITE :Quotidien

RUBRIQUE :Économie
DIFFUSION :317225
JOURNALISTE :Pierre-Yves Dugua

► 18 juillet 2025 - Economie

ÉCONOMIE

Aux États-Unis, les coupes dans les dépenses se matérialisent

Le Congrès américain est en passe d'annuler les crédits votés pour les médias publics et l'aide au développement.

Pierre-Yves Dugua Correspondant à Washington

Elon Musk a certes quitté l'officine qui a montré le chemin des coupes brutales dans les dépenses publiques, mais ses recommandations sont mises en œuvre petit à petit. Soit à la suite de décisions de justice, comme il y a trois jours lorsque la Cour suprême a autorisé le démantèlement du département de l'Éducation. Soit par des actes du Congrès, comme cela semble imminent avec la suppression des crédits fédéraux à la radio et à la télévision publique, vieil objectif symbolique mais mythique de la droite américaine.

Le Sénat a voté à 51 voix contre 48 l'annulation de 9 milliards de dollars de crédits préalablement votés dans le cadre de gros paquets législatifs. Ces crédits spécifiques ont été sortis de leur texte initial de loi par la Maison-Blanche, qui les juge inutiles et nuisibles.

Dans l'ensemble soumis à l'abolition se trouve 1,1 milliard couvrant le financement annuel prévu pour le Public Broadcasting Service (PBS) et National Public Radio (NPR). Le reste concerne des aides au développement financées par des agences comme USAID, et l'US Institute for Peace (l'« Institut américain pour la paix »), qui ont été largement supprimées ces derniers mois par l'Administration Trump.

Il ne reste plus qu'à la Chambre des représentants de faire de même avant samedi. Le dernier exemple d'un tel vote, dit de « rescission », remontait à 1999. Une majorité simple au Sénat a suffi puisque la Chambre haute s'est prononcée dans les 45 jours à compter de sa notification par la Maison-Blanche. Voilà pourquoi la Chambre basse doit impérativement faire de même avant le week-end. À défaut, les crédits seront maintenus et l'exécutif devra les allouer comme prévu.

Si le recours à la procédure d'annulation de crédits votés, créée par une loi remontant à Richard Nixon, réussit, le président Trump usera certainement à nouveau de cette méthode controversée au cours des prochains mois. Russell Vought, le directeur du Bureau du management et du budget, puissant collaborateur de Donald Trump, partisan affiché de la réduction des dépenses de l'État fédéral, a promis de multiples paquets.

Pour les démocrates, le principe même de la « rescission » représente une dangereuse abdication du pouvoir législatif. Son application pour couper le financement d'aides au développement ou aux chaînes publiques de télévision et radio est à leurs yeux scandaleux. Pour Elon Musk, et son « département de l'Efficacité gouvernementale » (Doge), il s'agit d'une sorte de première victoire posthume, d'autant plus ironique que l'industriel est désormais à couteaux tirés avec Donald Trump.

Aux yeux du Parti républicain et de son aile Maga tout particulièrement, PBS et NPR sont des cibles à abattre, même si les crédits fédéraux ne représentent que 15 % de leurs ressources. Les 350 stations locales de télévision, affiliées à PBS, et les quelque 1 000 stations locales de radio, du réseau NPR, vont donc souffrir mais beaucoup vont survivre.

Les conservateurs et populistes voient en elles des médias qui, sous couvert de neutralité, de promotion de valeurs éducatives et culturelles et d'indépendance à l'égard des intérêts privés, pratiquent une *« propagande progressiste »* systématique. *« Ces institutions ont été capturées par la gauche »*, résume Eric Schmitt, sénateur républicain du Missouri.

Voilà plus de trente ans qu'elles parviennent de justesse lorsqu'un Républicain contrôle la Maison-

Tous droits de reproduction réservés

LE FIGARO

PAYS :France
PAGE(S) :3
SURFACE :22 %
PERIODICITE :Quotidien

RUBRIQUE :Économie
DIFFUSION :317225
JOURNALISTE :Pierre-Yves Dugua

► 18 juillet 2025 - Economie

Blanche, à convaincre une poignée d'élus conservateurs de zones très rurales, que leurs électeurs seraient dépourvus d'informations critiques en cas d'urgence, si les stations radio dépendantes de ressources fédérales cessaient d'émettre. Deux sénatrices républicaines de tels États ruraux (le Maine et l'Alaska) ont du reste voté avec les démocrates pour préserver ces crédits. L'accès de jeunes enfants à des programmes éducatifs télévisés non-commerciaux (« Sesame Street ») est également présenté par la gauche comme indispensable.

C'est surtout sur le front des journaux et programmes d'information de PBS et NPR que les conservateurs montent au créneau. Ils y voient des instruments de promotion du « *wokisme* », de la théorie du genre, des thèses dénonçant l'Amérique comme « *un pays raciste institutionnel* » qui se maintient en place grâce à une police violente et militarisée.

Ces programmes sont généralement conçus par des chaînes publiques implantées dans des bastions urbains progressistes comme Boston, New York, San Francisco et Washington, où le Parti républicain est marginalisé. Financées en majorité par des donations privées locales, des fondations et des aides étatiques, elles produisent des émissions culturelles qui détonnent dans le paysage audiovisuel américain, très commercial. Leur audience reste limitée comparé à celle des autres chaînes. Ainsi, l'audience mensuelle cumulée de PBS est de l'ordre de 36 millions de personnes, contre plus de 5 millions pour un seul soir de « prime time » sur NBC ou CBS. ■

« Ces institutions ont été capturées par la gauche »

Eric Schmitt
Sénateur républicain du Missouri

Tous droits de reproduction réservés